

Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95300 PONTOISE

Pontoise, le 11 décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CEFIVAL**

35 rue du Docteur Touati  
95340 Persan

Références : ud95-2023-0960  
Code AIOT : 0006505935

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2023 dans l'établissement CEFIVAL implanté 35 RUE DU DOCTEUR TOUATI 95340 Persan. L'inspection a été annoncée le 12/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEFIVAL
- 35 RUE DU DOCTEUR TOUATI 95340 Persan
- Code AIOT : 0006505935
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CEFIVAL produit des pièces métalliques dans ses installations situées sur le territoire de la commune de PERSAN.

Le site se spécialise dans la métallurgie, en transformant à chaud et à froid des métaux.

Les matières premières sont de larges barres de titane, de l'acier ordinaire ou de l'inox.

Les formes ou moules utilisés sont composés en acier de haute résistance.

Dans les conditions d'exploitation, les métaux sont parfois chauffés jusqu'à 1 000°C.

Le site produit des pièces métalliques à destination des marchés aéronautiques et nucléaires et aussi du transport et de la construction. En majorité, les produits de la société CEFIVAL sont destinés à l'industrie aéronautique (environ 70%).

A cette fin, différents procédés industriels sont appliqués sur les matériaux, par exemple : que ce soit pour former les pièces, la coupe en longueur, le rayonnage, l'enverrage, la traction, ou pour les nettoyer, le grenaillage, le sablage, le décapage, etc.

La société CEFIVAL emploie environ 60 salariés sur site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risque incendie de l'installation de traitement de surfaces ;
- Produits chimiques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modifications apportées aux installations	AP Complémentaire du 17/10/2008, article 1.5.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Etat des stocks - produits dangereux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Recensement des parties à Risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 27	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Installations électriques – conception	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Sans objet
5	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Sans objet
6	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13	Sans objet
7	Moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Sans objet
8	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	Sans objet
10	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	Sans objet
11	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	Sans objet
12	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3	Sans objet
13	Mise en œuvre des recommandations indiquées dans la FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé 4 non-conformités et a formulé 2 observations suite à cette visite d'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modifications apportées aux installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/10/2008, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> L'inspection a demandé à l'exploitant lors de la visite si des nouvelles installations, activités ont été installées depuis la dernière visite d'inspection de 2022. L'exploitant a indiqué qu'il allait modifier le système de refroidissement de certains équipements fonctionnant à l'eau par un équipement frigorifique contenant des gaz fluorés amenant la puissance des installations frigorifiques du site à environ 110 kW. Cette modification est en phase de finalisation de commande et devrait être réalisée dans le début d'année 2024 selon l'exploitant.  Par ailleurs l'exploitant a indiqué avoir installé une nouvelle chaîne de découpe du titane en 2023 associée à une aspiration des poussières de titane (caractère inflammable) délimitant une nouvelle zone ATEX (risque d'explosion) à l'extérieur du bâtiment. Il a également démantelé l'ancienne chaudière installée dans l'atelier de traitement de surfaces.  Enfin, l'exploitant a déclaré qu'il allait installer une nouvelle ligne dans la zone « outillage et usinage ».  L'ensemble de ces modifications déjà réalisées et projetées doivent être portées à la connaissance du Préfet avant réalisation.  <b>Non-conformité n°1:</b> L'exploitant n'a pas transmis de porter à connaissance concernant l'installation de la chaîne de découpe du titane et les accessoires associés à celle-ci ainsi que le démantèlement de la chaudière, contrairement à l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/10/2008.
<b>Observations :</b> <b>Observation n°1 :</b> L'exploitant profitera de la transmission du document mentionné dans la non-conformité n°1 pour porter à la connaissance du Préfet les modifications notables (article R.181-46 du code de l'environnement) envisagées, et à minima celles énoncées ci-dessus. Il se positionnera quant à l'évolution des risques chroniques (bruit, rejets air, eau, etc.) et accidentels (risque incendie, explosion, etc.) liée à ces modifications en y associant des plans de l'installation mis à jour en conséquence.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : État des stocks - produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks - produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation.  Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.
<b>Constats :</b> Sur site, l'inspection a demandé à l'exploitant de fournir un état des stocks des produits dangereux présents. Celui-ci a indiqué avoir fourni un état des stocks (produits neufs et déchets) des volumes maximum présents sur site par courriel du 23/11/2023.  L'exploitant indique sur cet état des stocks utiliser de l'acide fluorhydrique, de l'acide nitrique et de l'acide sulfurique pour son activité de décapage (traitement de surfaces). A noter que l'acide fluorhydrique n'est pas stocké sur site et dès sa livraison, le bain contenant ce produit est vidé et renouvelé. L'exploitant dispose d'une cuve de stockage d'acide sulfurique d'une capacité de 5 m <sup>3</sup> en extérieur.  L'exploitant n'utilise pas de cyanure ou de chrome VI pour son activité de traitement de surfaces.  L'exploitant a également repris dans cet état des stocks les huiles neuves et usagées ainsi que la cuve de gasoil présente sur site.  L'inspection a indiqué que ce document est surtout utile aux services de secours en cas d'accident et que celui-ci doit leur permettre d'avoir une vision rapide et exhaustive des risques liés aux produits chimiques présents sur site.  L'inspection a recommandé à l'exploitant d'installer une boîte à l'entrée du site contenant les éléments essentiels à une gestion accidentelle pour les services de secours (état des stocks, résumé des principales FDS, plan des zones à risques et des réseaux).  L'inspection constate que l'état des stocks est cohérent par rapport aux quantités vues sur site, à l'exception d'un bidon de 20L d'hypochlorite de soude (47-50°) utilisé comme anti-tartre.  Néanmoins, l'inspection a constaté que les pictogrammes de danger identifiés sur les fûts de déchets et les cuves de traitement ne sont pas à jour par rapport au règlement européen n°1272/2008, dit règlement CLP.  <b>Non-conformité n°2 : L'exploitant ne respecte pas l'étiquetage des fûts de déchets et des cuves de traitement conformément aux articles 19.1 et 19.3 du règlement européen n°1272/2008, dit règlement CLP.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Recensement des parties à Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Incendie - Locaux à risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni le plan général des ateliers et des stockages daté du 01/06/2023. L'inspection a constaté que ce plan est cohérent par rapport aux conditions d'exploitation.  Sur ce même plan figure l'ensemble des cuves de l'installation. Les caractéristiques chimiques de celles-ci sont reprises dans l'état des stocks.  L'exploitant possède une tour aéroréfrigérante (TAR) correctement identifiée sur le plan avec le risque légionelle associé. Mais l'inspection a constaté sur site que ce risque n'est pas identifié à proximité de la TAR, aucune indication n'indique que cet équipement peut présenter des risques.  <b>Non-conformité n°3 : La présence d'un danger à proximité de la tour aéroréfrigérante n'est pas identifié par un panneau contrairement à l'article 8.1.3 de l'APC du 17/10/2008.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Installations électriques – conception**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Incendie – Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
<b>Constats :</b> Par courriel du 23/11/2023, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des installations électriques daté du 01/09/2022 et réalisé par SOCOTEC. Ce rapport conclut à un risque d'incendie et d'explosion. Il recense 281 observations.  L'inspection a questionné l'exploitant sur sa méthode de suivi des non-conformités électriques. Celui-ci a indiqué que le bureau de contrôle lui fournit une priorisation des observations relevées (niveau de priorité 1 à 3) et qu'il s'attache à résoudre en priorité les observations de priorité 1 (37 en 2022). L'exploitant a indiqué qu'il mandate la société SETEL pour réaliser les réparations. Selon le budget disponible, l'exploitant remet en conformité plus ou moins d'observations.  Par courriel du 07/12/2023, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des installations électrique du 23/11/2023. Celui-ci recense 254 observations.  L'inspection constate que malgré le nombre important d'observations relevées, lié à l'âge de l'installation et à sa taille, l'exploitant tient un suivi à jour afin de résoudre les observations prioritaires pouvant occasionner un risque d'incendie et d'explosion.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Installations électriques – chauffage des bains**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Incendie – Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.
<b>Constats :</b> L'inspection a vérifié par sondage que les dispositifs de sécurité asservi à l'arrêt du chauffage des bains (flotteurs) paraissent correctement entretenus et fonctionnels.  L'exploitant a indiqué que la vérification de ces équipements de sécurité était réalisée par la personne en charge de la maintenance de façon ponctuelle lors de la vidange des bains. Les bains présents ne sont pas susceptibles de provoquer une cristallisation autour du flotteur et donc limite le risque de mise hors service du détecteur de niveau.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Désenfumage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Incendie – Désenfumage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux à risque définis à l'article 10 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;</li><li>- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.</li></ul> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p> <p>Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 23/11/2023, l'exploitant a fourni le rapport de vérification annuel du système de désenfumage daté du 08/02/2023 et réalisé par la société SIMIE. Ce rapport conclut au bon fonctionnement du système de désenfumage.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'une commande manuelle de désenfumage est positionnée à proximité d'un accès et que celle-ci est accessible. L'exploitant a indiqué que le désenfumage peut se déclencher automatiquement via une cartouche de gaz.</p>
<p><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



**N° 7 : Moyens de lutte incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Incendie – Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;  b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;  e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni le rapport de vérification annuel des extincteurs daté du 08/02/2023 et réalisé par la société SIMIE. Ce rapport conclut au bon état de fonctionnement des extincteurs du site.  L'inspection a constaté par sondage que les extincteurs sont accessibles.  L'installation de traitement de surfaces n'est pas équipée d'un système de détection incendie. Contrairement à ce qui a été dit lors de la visite, cette prescription n'est pas applicable à la date de l'inspection. Cet équipement n'est obligatoire qu'à partir du 1er juillet 2024.
<b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Observations :</b> <b>Observation n°2 : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que l'installation d'une détection incendie devient obligatoire à partir du 1er juillet 2024 et dans les conditions détaillées à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Confinement des eaux incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Incendie – Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin.  Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que les organes de commande de confinement des eaux incendie, à savoir deux ballons obturateurs peuvent être actionnés en toute circonstance.  Les capacités de confinement des eaux incendie sont composés de différents bassins creusés en dessous des installations.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Par courriel du 23/11/2023, l'exploitant a transmis le plan des réseaux dont la dernière mise à jour date du 06/01/2012. Ce plan, malgré son ancienneté, semble à jour et cohérent.  L'inspection a constaté que les deux ballons obturateurs du site permettant de confiner les eaux en cas d'incendie ne sont pas indiqués sur ce plan. L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification de ces équipements qui date du 30/06/2023 et a été réalisé par la société MATECA. Ce rapport conclut au bon fonctionnement des dispositifs.  <b>Non-conformité n°4 : le plan des réseaux du site ne fait pas apparaître l'emplacement des ballons obturateurs permettant le confinement des eaux en cas de sinistre contrairement à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019. Un panneau de signalisation sera également installé à proximité des dispositifs d'obturation afin de les identifier clairement.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Fourniture FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II: a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008
<b>Constats :</b> L'inspection a demandé à consulter les fiches de données de sécurité (FDS) de l'acide fluorhydrique, de l'acide nitrique. L'exploitant a été en mesure de présenter ces FDS.
<b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Langue FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
<b>Constats :</b> Les FDS de l'acide fluorhydrique et de l'acide nitrique fournies par l'exploitant sont bien rédigées en français.
<b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Coordonnées fournisseur FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.
<b>Constats :</b> Les FDS fournies par l'exploitant indiquent les coordonnées du fournisseur du produit, à savoir la société BRENNTAG.
<b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Mise en œuvre des recommandations indiquées dans la FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b> L'exploitant utilise l'acide fluorhydrique et l'acide nitrique dans les conditions indiquées comme « utilisations pertinentes » sur la FDS.  Les moyens d'extinction préconisés sont présents à proximité des zones à risque.  Les conseils et préconisations sur le stockage de la substance sont respectés (ventilation, rétentions).  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite